

# Du poids de l'argent sur la recherche

Les interrogations sur l'impact des liens d'intérêts sur les travaux scientifiques remontent à environ trente ans

L'utilisation de la science par des intérêts privés est l'une des thématiques centrales de *Lobbytomy*, le livre-enquête de notre collaboratrice Stéphane Horel, qui paraît jeudi 11 octobre aux éditions La Découverte (368 pages, 21,50 euros). Dans le monde académique, l'intérêt suscité par cette question – les liens d'intérêts agissent-ils sur la science? – est récent: il ne remonte qu'à un peu plus de trois décennies. Singulièrement depuis le début des années 1990, un nombre croissant de chercheurs en sociologie et en histoire des sciences, mais aussi en nutrition, en toxicologie ou en épidémiologie, s'engagent dans des travaux visant à réexaminer les résultats ou les orientations de ces disciplines au prisme des financements et des conflits d'intérêts.

«*L'une des premières tentatives de répondre scientifiquement à la question de savoir si le financement d'une étude pouvait avoir un impact sur son résultat a été une étude publiée au milieu des années 1980 dans laquelle un chercheur, Richard Davidson, a divisé en deux groupes toutes les études cliniques comparant différentes thérapies, avec d'un côté celles financées par l'industrie, et de l'autre côté, toutes les autres*, raconte Sheldon Krinsky, professeur à la Tufts University de Boston (Etats-Unis), le premier à avoir formalisé la notion de «*biais de financement*» (*funding effect* en anglais) et auteur d'un ouvrage pionnier sur le sujet (*La Recherche face aux intérêts privés*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2004). Sa conclusion était que les travaux sponsorisés par les industriels différaient dans leurs résultats de ceux financés par d'autres sources.»

Difficile à accepter par de nombreux chercheurs ou médecins, l'idée que la science n'est pas nécessairement souveraine a été très tôt mise à profit par divers intérêts privés. De nombreux travaux d'histoire des sciences montrent sans ambiguïté, à partir d'archives

## PENDANT QUATRE DÉCENNIES, L'INDUSTRIE CIGARETTIÈRE A RÉUSSI À ALIMENTER LE DOUTE SUR LES DANGERS DU TABAC

industrielles, que les secteurs du sucre, de la viande, et surtout les grands cigarettiers, ont cherché avec succès, dès les années 1950 et 1960, à peser sur la science.

### «*Nombreuses réticences*»

En 1978, dans leur livre *The Regulation Game* (Ballinger Publishing, non traduit), deux économistes spécialistes de la régulation des entreprises, Bruce Owen et Ronald Braeutigam, expliquent déjà sans fard que «*les manœuvres tactiques de lobbying les plus efficaces*» sont «*d'identifier les principaux experts dans chaque domaine de recherche pertinent, et de les recruter comme consultants, conseillers, ou de leur offrir des financements de recherche*». «*Cela requiert un minimum de finesse et ne doit pas être trop flagrant, de manière à ce que les experts eux-mêmes soient incapables de réaliser qu'ils ont perdu leur objectivité et leur liberté d'action*», poursuivaient-ils.

«*Il a fallu attendre le milieu des années 1980 pour qu'une revue savante, le New England Journal of Medicine, décide de demander aux auteurs des études qu'elle publiait de déclarer leurs liens d'intérêts*, explique Sheldon Krinsky. *Mais les réticences ont été nombreuses, y compris dans les revues les plus prestigieuses!*» Et le mouvement est singulièrement lent. En février 1997, la revue *Nature* publie un éditorial annonçant qu'elle évitera de sombrer dans «*le financièrement correct*» et qu'elle ne demandera pas aux

scientifiques qu'elle publie de déclarer leurs liens d'intérêts.

La science, dit en substance l'éditeur de *Nature*, est au-dessus de cela. Quatre années plus tard, la

célèbre revue britannique mange son chapeau jusqu'à la dernière couture: dans un éditorial d'une pleine page, elle annonce qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2001, elle demandera aux scientifiques qui souhaitent publier dans ses pages, de remplir un formulaire de déclaration d'intérêts.

Entre ces deux éditoriaux antagonistes, la divulgation par la justice fédérale américaine des «*tobacco documents*» – ces millions de documents internes prélevés dans les quartiers généraux de Philip Morris, Lorillard, Brown & Williamson ou British American Tobacco – a crûment dévoilé l'ampleur et la sophistication des campagnes menées par les grands cigarettiers pour instrumentaliser la science en la finançant généralement.

Les premières analyses de cette immense documentation, publiées par le cardiologue Stanton Glantz (université de Californie à San Francisco, Etats-Unis) montrent comment l'industrie cigarettière est parvenue, pendant quatre décennies, à créer artificiellement du dissensus dans la littérature scientifique et ainsi alimenter le doute sur les dangers du tabac, à troubler la perception des vrais risques posés par la cigarette en détournant l'attention vers d'autres causes de maladie, à fabriquer de toutes pièces des éléments permettant de faire accroire au public la possibilité de bénéfices sanitaires liés à la cigarette, etc. Dans le monde académique, ces révélations sont un choc.

L'une des études les plus célèbres montrant, à partir des to-

**«*JE N'AI JAMAIS VU UN EXPERT SE DÉPORTER SPONTANÉMENT EN RAISON DE SES LIENS D'INTERETS*»**

**SHELDON KRINSKY**  
professeur à la Tufts University de Boston

bacco documents, toute l'ampleur des effets produits par le financement des chercheurs a été publiée en 1998 par Lisa Bero et Deborah Barnes, alors chercheuses à l'université de Californie à San Francisco, dans le *Journal of the American Medical Association (JAMA)*. Les deux scientifiques ont rassemblé les 106 études alors disponibles sur les effets du tabagisme passif: 39 montraient que la fumée ambiante ne présentait pas de danger et 67 concluaient à l'inverse. Pourquoi?

### Les preuves s'accroissent

Les auteurs ont examiné tous les critères possibles permettant d'expliquer ces différences: année de la publication, taille des échantillons, nature des effets délétères recherchés, etc. Las! «*Le seul facteur permettant de prédire les conclusions d'une étude était le fait que l'un des auteurs soit ou non affilié à l'industrie du tabac*», écrivent-elles. L'accès, dans les tobacco documents, aux listes de chercheurs financés par l'industrie du tabac permettait soudain de porter un regard rétrospectif sur leur production. Et de mesurer la manière dont ils avaient pesé, des années durant, sur les grandes controverses liées à la cigarette.

Depuis, les preuves de l'effet de financement s'accroissent. La pharmacie, le sucre, les biotechnologies, les pesticides, la pétrochimie... tous ces secteurs pèsent lourdement, ou ont pesé, à des degrés divers, sur la façon dont la connaissance et la réglementation se construisent – un fait désormais consensuel dans la communauté scientifique travaillant sur le sujet. Pourtant, dans le monde de l'expertise au sens large, cette idée peine à faire son chemin: «*J'ai participé à beaucoup de groupes d'expertise*, raconte Sheldon Krinsky. *Mais je n'ai jamais vu un expert se déporter spontanément en raison de ses liens d'intérêts, de ses participations financières, etc. Beaucoup sont encore persuadés d'être au-dessus de cela.*» ■

**STÉPHANE FOUCAUT**

# « La science peut être utilisée comme instrument de marketing »

Pour Philippe Grandjean, des sociétés encouragent la publication de travaux scientifiques, à condition que cela ne leur porte pas préjudice

## ENTRETIEN

**P**hilippe Grandjean, 68 ans, est l'une des figures de la recherche sur l'impact sanitaire des pollutions de l'environnement. Directeur du département de médecine environnementale à l'université du Danemark du Sud et professeur associé à la Harvard School of Public Health (Etats-Unis), il a témoigné en début d'année comme expert dans une affaire opposant l'Etat du Minnesota à la société 3M.

Celle-ci était accusée d'avoir pollué l'environnement pendant des décennies avec les alkyls perfluorés, une classe de molécules suspectées d'être des perturbateurs endocriniens, notamment utilisées comme imperméabilisant (têflon, revêtements anti-taches, ustensiles de cuisine, emballages, etc.). L'affaire s'est conclue, fin février, par un accord à l'amiable avec le Minnesota à qui 3M a versé quelque 850 millions de dollars de dédommagement.

**Qu'apprend-on de la manière dont les grandes entreprises utilisent la science lorsqu'on**

**témoigne comme expert à un tel procès ?**

D'abord, qu'on ne sait jamais vraiment si l'ouverture et la transparence dont elles peuvent faire preuve sont réelles. Par exemple, les scientifiques de 3M avaient publié, dans une revue scientifique, une étude montrant que des ouvriers exposés à de hautes doses des composés fluorés produits par la société étaient parfaitement sains. Leurs paramètres biologiques étaient normaux.

Mais 3M a dû, pour l'instruction de cette affaire l'opposant à l'Etat du Minnesota, divulguer la version de travail, c'est-à-dire le brouillon de cette étude. Et il s'est avéré que cette version préliminaire était complètement différente de ce qui avait été publié dans la revue : dans sa première version, l'étude contenait environ une vingtaine de tableaux de données où l'on constatait un lien fort entre ces produits et des dégâts sanitaires importants. Rien de tout cela n'était dans la version publiée.

**En quoi cela importe-t-il ?**

C'est d'abord un problème de réglementation. Cette étude de 3M

sur les ouvriers a été utilisée par les autorités sanitaires pour évaluer les risques de ces substances dans la population générale et fixer les niveaux d'exposition considérés comme « acceptables ». Mais comment fixer de tels seuils si les données à partir desquelles on les calcule sont incomplètes ? C'est ensuite une perte de temps considérable.

On s'est également rendu compte que la société avait conduit deux études sur le singe, pour étudier la toxicité de certaines de ses molécules. C'était dans les années 1970. Dans la première, tous les singes sont morts, à toutes les doses d'exposition. Dans la seconde, ils présentaient une altération du système immunitaire. Cela n'a jamais été publié, ou rendu public, et la firme n'a jamais conduit d'études de suivi. Ce n'est qu'en 2000, lorsque la société s'est rendu compte qu'il y avait des alkyls perfluorés partout – dans les albatros, les aigles à tête blanche, dans tous les échantillons de sang humain testés... – que ses responsables sont allés voir l'Agence de protection de l'environnement américaine pour

l'informer du problème. 3M n'a été condamnée, en 2006, qu'à une simple amende d'un million et demi de dollars et s'est engagée à établir un calendrier de retrait de ces substances.

Dans les documents internes de la société, on a également trouvé un mémo stratégique définissant les règles de publication des scientifiques de la firme : la publication de travaux est encouragée, mais seulement lorsque cela ne porte pas préjudice à la politique de l'entreprise sur la sécurité de ses produits. La science est alors utilisée comme instrument de marketing.

**Pourquoi les revues scientifiques continuent-elles à publier ces travaux ?**

C'est une question. Il y a cinq ans, la revue *Critical Reviews in Toxicology* a publié une synthèse de la littérature relativisant les risques sanitaires des émissions diesel, écrite par des consultants de l'industrie. C'était exactement au moment où les autorités sanitaires américaines mettaient en place des réglementations pour protéger les ouvriers des émana-

tions diesel, et l'étude allait clairement à l'encontre de ces projets réglementaires. Ils impliquaient des mesures de protection qui pouvaient s'avérer coûteuses pour un certain nombre de secteurs industriels. Malgré l'évidence de la partialité de l'article, la revue l'a accepté et publié. J'étais alors membre de son comité éditorial et j'en ai démissionné : en y restant, je ne pouvais pas continuer à me considérer comme un scientifique honnête.

D'ailleurs, c'est ensuite dans cette même revue qu'ont été publiés plusieurs articles de scientifiques assurant de l'innocuité du glyphosate. Les auteurs étaient consultants, mais disaient avoir travaillé de manière indépendante de Monsanto. Or les documents internes de la firme, qui ont été divulgués à l'occasion de procès aux Etats-Unis, ont montré que Monsanto avait coécrit et contrôlé ces articles avant leur publication.

**Quel est l'impact de ces nombreux travaux sponsorisés par l'industrie et publiés dans la littérature scientifique ?**

Il y a d'abord, comme on l'a vu, un impact sur la réglementation puisque les agences réglementaires utilisent ces études pour évaluer les risques de tel ou tel produit. C'est aussi un risque pour la manière dont se forment les opinions scientifiques. Je suis un chercheur académique, je suis donc un lecteur de la littérature savante : je dois pouvoir croire en l'honnêteté et l'intégrité de ce que j'y lis. Comment puis-je imaginer que des scientifiques ne révèlent pas la nature exacte des études

qu'ils signent ?

Dans le cas des articles sur le glyphosate coécrits par Monsanto et signés par d'autres, cela donne l'impression que cette substance ne pose aucun risque et certains, qui ne sont pas spécialistes de la question, le croiront. Tout le problème est que ces consultants qui publient dans la littérature scientifique sont en général bien payés : jusqu'à 600 dollars de l'heure. A ce prix-là, vous pouvez obtenir beaucoup de science, ou plutôt beaucoup d'opinions qui ressemblent à de la science. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. FO

Dans son livre « Lobbytomie » (La Découverte, à paraître le 11 octobre), Stéphane Horel, journaliste d'investigation et collaboratrice du « Monde », décrypte la manière dont certaines firmes travestissent la vérité pour maintenir sur le marché des produits pourtant jugés nocifs en s'assurant le soutien de scientifiques de renom. Extraits.

## L'art du lobbying scientifique

En costume sombre malgré la chaleur de plomb, le professeur Michel Aubier tourne le dos au public. Il est assis seul, quasi immobile dans l'inconfort fessier de cette banquette en bois du palais de justice qui n'a d'égal que ces bons vieux bancs de messe. 14 juin 2017, 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Alors qu'il vient tout juste de prendre sa retraite, à 69 ans, l'histoire se souviendra de lui comme de la première personne condamnée en France pour avoir menti sous serment lors d'une commission d'enquête parlementaire. Et celui par qui la question du conflit d'intérêts en médecine est arrivée dans un tribunal. Six mois de prison avec sursis et une amende de 50 000 euros.

Deux ans plus tôt, en avril 2015, le pneumologue était envoyé remplacer le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Martin Hirsch, pour répondre aux questions des sénateurs sur le coût financier de la pollution de l'air. Aux élus, le chef de service à l'hôpital Bichat (Paris) tient des propos identiques à ceux qu'il avance dans les émissions télévisées où

on l'invite souvent : l'impact du diesel sur la santé est minime. Quand la pollution de l'air extérieur coûte entre 68 et 97 milliards d'euros par an en France selon les conclusions du Sénat, les dépenses liées aux pathologies respiratoires ne représenteraient, selon Michel Aubier, qu'entre 2 à 5 millions par an pour l'AP-HP.

Dans ce cadre solennel du Palais du Luxembourg, le médecin déclare n'avoir « aucun lien avec les acteurs économiques » du secteur.

### « TÉMOIGNAGE MENSONGER »

Peu de temps après, *Le Canard enchaîné* et *Libération* révéleront

que Michel Aubier touche un salaire du groupe pétrolier Total depuis 1997 en tant que « médecin-conseil » et qu'il est membre du conseil d'administration de la Fondation Total depuis 2007. Le voilà donc poursuivi pour « témoignage mensonger fait sous serment », omettre de déclarer un conflit d'intérêts devant une commission sénatoriale n'étant pas prévu par la loi. Lors de la perquisition à son domicile, les enquêteurs ont rapidement mis la main sur des copies de ses contrats. A raison de neuf journées et demie par mois d'un travail aux contours assez vagues, payé 6 000 euros et une voiture de fonction, en plus de son activité principale à l'hôpital

public, le professeur Aubier touchait 100 000 euros par an en moyenne ; soit une somme proche du million d'euros de Total au total.

« Quand on m'a demandé si j'avais un conflit d'intérêts, j'ai dit "non" parce que mon activité de médecin-conseil n'entre pas en conflit d'intérêts avec mes autres activités », s'explique Michel Aubier durant l'audience, sans vraiment dire pourquoi il a aussi omis de signaler cet extra à son employeur, l'AP-HP, pendant plus de vingt ans. Alors que les collaborations extérieures requièrent des « autorisations de cumul », l'AP-HP n'en a en effet jamais retrouvé la trace dans ses archives. « On ne peut pas dire que j'étais négationniste sur le sujet, c'est totalement erroné », plaide-t-il sans mesurer tous ses mots. « C'est totalement erroné », répète-t-il, avançant pour preuve ses nombreuses publications scientifiques sur la question. Les effets de la pollution sont faibles et « le cancer du poumon est lié au tabac à 90 % ». « C'est scientifique », insiste-t-il à rebours du consensus parmi ses pairs, quand 42 000 à 45 000 décès prématurés sont attribués à la pollution de l'air chaque année en France. « Votre témoignage a créé le doute », lui reproche la procureure de la République, rapportant la « stupéfaction » des sénateurs sur le fond de son audition. Or, « quand on salarie quelqu'un depuis dix-huit ans, on n'a pas besoin de s'assurer qu'il adhère aux valeurs de l'entreprise ». Total, insiste-t-elle, « a investi sur Michel Aubier ».

Y a-t-il encore un libre arbitre derrière le visage hâlé du pneumologue ? Pense-t-il sincèrement ce qu'il dit ou ses propos relèvent-ils du mensonge prémédité ? L'agrément matériel a-t-il acheté ses convictions ? Ou alors est-ce son opinion qui a fait venir l'argent ? Peut-être Michel Aubier ne le sait-il pas lui-même. Mais les stratèges commissionnés par les industriels, eux, savent parfaitement exploiter l'instimable ressource que constitue pour eux la complexité de l'âme humaine. Un diplôme de médecine ou une thèse en chimie n'ont jamais garanti de garder l'esprit clair en toutes circonstances. Depuis Edward Bernays [publicitaire austro-américain, pionnier des relations publiques NDLR], les influenceurs sont de grands lecteurs de psychologie expérimentale qui, contrairement à la psychanalyse, a l'avantage d'être prête à l'emploi.

C'est une affaire très délicate que d'approcher un scientifique. On ne choisit pas le Dr Nobody dans l'annuaire pour lui demander de but en blanc d'être son consultant, d'intégrer son conseil scientifique consultatif, de signer un article qu'il n'aura pas écrit (ou si peu). Garer une Porsche en bas de l'immeuble, cela s'appelle de la corruption. Même si cette dernière nécessite également quelques travaux d'approche, tisser une influence qui tiendra sur le long terme est une activité qui demande plus de délicatesse. C'est un véritable savoir-faire que de cambrioler tous les étages de la conscience et les sous-sols de l'inconscient. Les techniques sont d'ailleurs connues et enseignées depuis fort longtemps dans les cours de marketing, de relations publiques et de lobbying. Un petit manuel d'influence de 1978

intitulé *Le Jeu de la réglementation. Usage stratégique du processus administratif* donne ces quelques conseils : « Le lobbying comporte aussi un aspect tactique important. Une meilleure efficacité repose sur l'identification des experts les plus reconnus dans chacun des domaines pertinents et sur leur recrutement comme consultants ou conseillers, ou sur l'attribution de subventions de recherche et de choses similaires. Cet exercice requiert un minimum de

**LES INDUSTRIELS  
N'OPÈRENT JAMAIS  
AU PETIT BONHEUR  
LA CHANCE.  
ILS PASSENT SURTOUT  
PAR L'EXPLOITATION  
DES ESPACES DE  
SOCIABILITÉ QUE SONT  
LES RASSEMBLEMENTS  
SCIENTIFIQUES  
ET LEURS À-CÔTÉS**

*subtilité: cela ne doit pas être trop flagrant car les experts eux-mêmes ne doivent pas se rendre compte qu'ils ont perdu leur objectivité et leur liberté d'action. Et, a minima, un programme de ce type réduit la menace de voir les experts en pointe se rendre disponibles pour témoigner ou écrire à l'encontre des intérêts des firmes régulées.»*

#### SÉLECTION EN PLUSIEURS ÉTAPES

Encore faut-il parvenir à identifier les « bons » scientifiques. A la fin des années 1990, pour combattre une volonté réglementaire à l'encontre du tabagisme passif, frémillante en Europe, qui inclut des interdictions de fumer dans les lieux publics, Philip Morris ourdit le « Whitecoat Project » (projet « Blouse blanche », la magie de la panoplie de docteur). Le but est de constituer un réseau européen de scientifiques sympathisants, des tierces parties qui n'ont aucune association avec les fabricants de tabac, disposées à répandre une parole rassurante sur la question. Les avocats du fabricant de cigarettes, Covington and Burling, confient la mission au consultant Myron Weinberg, le fondateur du cabinet de défense de produits The Weinberg Group.

Le repérage et la sélection sont faits en plusieurs étapes. Une liste de consultants potentiels doit être préparée dans chaque pays, et les scientifiques sont ensuite contactés un à un. Il leur est demandé si les problèmes de qualité de l'air intérieur les intéressent sans mentionner le tabac. A partir des CV récupérés auprès d'eux, « les antitabac et ceux ayant des antécédents inadéquats sont exfiltrés », explique la note d'instruction de 1998. « Un lot de littérature comprenant approximativement dix heures de matière de lecture et incluant des articles "antitabagisme passif" est envoyé aux scientifiques restants. Il leur est demandé leur opinion sincère en tant que consultants indépendants, et s'ils manifestent un intérêt pour aller plus loin, un scientifique de Philip Morris les contacte. (...) L'idée est que les différents groupes de scientifiques soient capables de produire de la recherche et de stimuler la controverse de telle manière que les responsables des affaires publiques dans les pays concernés feroient usage de l'information. » Certains lecteurs se souviendront peut-être que c'est le même cabinet qui proposera sur son site Internet, quelques années plus tard, le service d'« identification

*d'experts tierces parties et de porte-parole capables d'instruire et d'informer le public de manière efficace sans propension au parti pris et au conflit d'intérêts ».*

Les industriels ont besoin d'être en confiance. Ils ne peuvent pas prendre le risque de démarcher des scientifiques qu'ils ne pensent pas alignés, pas forcément sur leurs intérêts économiques, mais du moins sur leur vision des choses. Certains sont plus faciles à identifier que d'autres et ne nécessitent pas forcément toute cette logistique. Si le géophysicien français Vincent Courtillot est membre du conseil scientifique du think tank climatocéptique Global Warming Policy Foundation en compagnie de Christian Gerondeau, le président de l'Automobile Club de France, on peut douter que son appartenance au conseil scientifique ait influencé son opinion. C'est plutôt parce qu'il était climatocéptique qu'il s'est retrouvé membre de ce conseil. Les processus de sélection ne sont donc pas toujours aussi lourds que celui du Whitecoat Project, mais les industriels n'opèrent jamais au petit bonheur la chance. Ils passent surtout par l'exploitation des espaces

de sociabilité que sont les rassemblements scientifiques et leurs à-côtés. Tout porte à penser que certaines agoras créées par les industriels servent cet objectif.

La rencontre d'un besoin avec un profil. Entre un industriel et un savant, il faut que ça « colle » non seulement d'un point de vue scientifique, mais aussi dans l'état d'esprit. Souvent, en fait, les deux vont ensemble. Dans le monde de « Bad Pharma », comme l'appelle le médecin et écrivain scientifique britannique Ben Goldacre dans un livre qui porte ce titre, « personne n'est obligé de changer de point de vue contre de l'argent dans ce qui serait un acte manifeste de corruption, même si cela peut aussi arriver: pour la plupart, ces gens disent simplement ce qu'ils pensaient déjà à propos du médicament de toute façon ». En dehors du domaine du soin thérapeutique, la correspondance entre idées scientifiques et idées politiques – et parfois idéologie – est un motif récurrent. Autrement dit, une proximité avec l'industrie coïncide aussi bien souvent avec une vision du champ scientifique dans lequel on opère, et une façon d'aborder ses problématiques. ■



#### « LOBBYTOME. COMMENT LES LOBBIES EMPOISONNENT NOS VIES ET LA DÉMOCRATIE »

de Stéphane Horel  
(La Découverte,  
368 pages, 21,50 euros).